



S.I.V.O.M

Le Pertre & Saint-Cyr-Le-Gravelais



**SIVOM LE PERTRE / SAINT CYR LE
GRAVELAIS
Mairie - 35370 LE PERTRE**

PRESTATION DE RESTAURATION SCOLAIRE

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Date et heure limite de remise des candidatures :

Le 25 juin 2025 à 12h00

SOMMAIRE

Article 1er. Objet de la consultation

- 1.1. Objet des prestations
- 1.2. Lieu d'exécution
- 1.3. Division en lots et en tranches
- 1.4. Forme du marché
- 1.5. Nomenclature européenne
- 1.6. Délai et/ou périodicité d'exécution
- 1.7. Maintenance ou suivi
- 1.8. Variantes et options

Article 2. Conditions de la consultation

- 2.1. Personne publique contractante
- 2.2. Organisation de la personne publique
- 2.3. Etendue de la consultation
- 2.4. Justification du choix de la procédure accélérée
- 2.5. Nombre de candidats
- 2.6. Organisation de la consultation
- 2.7. Mode d'attribution du marché
- 2.8. Modification du dossier de consultation
- 2.9. Délai de validité des offres

Article 3. Présentation des offres

Article 4. Conditions d'envoi ou de remise des offres

Article 5. Choix et classement des offres

Article 6. Renseignements complémentaires

Article 7. Procédures de recours

Article 1er. Objet de la consultation

1.1. Objet des prestations

La présente consultation concerne l'exécution des prestations suivantes :

Prestation de restauration scolaire correspondant au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

Les besoins de la personne publique sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2. Lieu d'exécution des services

Restaurants scolaires des deux écoles de LE PERTRE

1.3. Divisions en lots et en tranches

1.3.1. Lots

Les prestations ne sont pas divisées en lots.

1.3.2. Tranches

Les prestations ne sont pas divisées en tranches.

1.4. Forme du marché

Procédure adaptée selon l'article R2123-1-3° du code des marchés publics ayant pour objet des services sociaux et d'autres services spécifiques (7. Services d'hôtellerie et de restauration liste du 22/03/20219)

Minimum : 10 000 repas par an

Maximum : 20 000 repas par an

Le marché est prévu sur une durée d'un an, renouvelable 2 fois par tacite reconduction soit du 01/09/2025 au 31/08/2028.

1.5. Nomenclature Européenne

Les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est:

55523100-3 Service de restauration scolaire

1.6. Délai et/ou périodicité d'exécution

Les lundis, mardis, jeudis et vendredis scolaires pour la restauration des écoles.

Les mercredis, vacances scolaires pour la restauration de l'Accueil de Loisirs.

1.7. Maintenance ou suivi

Se reporter au C.C.A.T.P.

1.8. Variantes et / ou Options

Les réponses aux variantes sont obligatoires

Article 2. Conditions de la consultation

2.1. Personne publique contractante

La personne publique contractante est : SIVOM LE Pertre / Saint Cyr le Gravelais.

La personne responsable du marché est : Monsieur le Président du SIVOM.

2.2. Organisation de la personne publique

Le service chargé de la procédure est : SIVOM de Le Pertre

Mairie – 2 place de l'église

35370 LE PERTRE

2.3. Etendue de la consultation :

La présente consultation est organisée selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles 27 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2006.

2.4. Justification du choix de la procédure accélérée

Sans objet.

2.5. Nombre de candidats

Sans objet

2.6. Organisation de la consultation

Le dossier de consultation (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat, il téléchargeable sur la plate-forme : www.megalisbretagne.org code **SIVREST2025**. Il comprend les pièces suivantes :

- ☐ règlement de consultation ; (RC)
- ☐ acte d'engagement (A.E.) et son annexe (BPU)
- ☐ cahier des clauses administratives (CCAP)
- ☐ cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

2.7. Mode d'attribution du marché

Le marché sera attribué :

- ☐ soit à une entreprise isolée avec sous-traitance éventuelle ;
- ☐ soit à des entreprises groupées solidaires.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée, ni pour la présentation de l'offre, ni après l'attribution du marché.

En cas de groupement, la même entreprise ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

2.8. Modifications de détails au dossier de consultation

Sans objet.

2.9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 3. Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

3.1 - Les justifications à produire prévues au décret n° 2016-360 du décret du 25 mars 2016 ; le candidat devra en particulier fournir :

- ☐ la lettre de candidature, établie au moyen de l'imprimé DC1 ;
 - ☐ la déclaration du candidat, établie au moyen de l'imprimé DC2 ;
- A défaut d'utiliser les imprimés DC1 et DC2 ci dessus désignés :
- ☐ Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :
 - ☐ le nom et l'adresse du candidat ;
 - ☐ éventuellement le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s) ;
 - ☐ si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;
 - ☐ document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
 - ☐ S'ils ne sont pas mentionnés dans la déclaration du candidat (imprimé cerfa DC2) ou si cette dernière n'est pas produite, renseignements et/ou documents suivants permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :
 - ☐ Certificat d'inscription au registre professionnel ou au registre du commerce (dans les conditions prévues par la législation de l'Etat où le candidat est établi, en cas d'entreprise étrangère), ou, le cas échéant, motif de non indication d'un numéro d'enregistrement.
 - ☐ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services auxquels se réfère le marché, réalisé au cours des trois derniers exercices
 - ☐ Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années.
 - ☐ Liste des principales fournitures ou des principaux services réalisés au cours des 3 dernières années.
 - ☐ Si le candidat est en redressement judiciaire (ou procédure étrangère équivalente), copie du ou

des jugements prononcés à cet effet (s'il n'est pas rédigé en langue française, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée) ;

- ☐ Déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :
- ☐ qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
- ☐ qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- ☐ qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du code du travail.

3.2 - Un projet de marché comprenant :

- ☐ L'acte d'engagement - document joint à compléter, dater et signer.
- ☐ L'annexe à l'acte d'engagement complétée, datée et signée
- ☐ Le CCAP et le CCTP;
- ☐ Exemples de menus et d'animations

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS.

Article 4. Conditions de remise des offres

La transmission des offres par voie électronique est obligatoire via la plateforme e-mégalis Bretagne.

Article 5. Choix et classement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.252-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

CRITERES	PONDERATION
1- Prix des prestations	35.0
2- Qualité des prestations	40.0
2-1 Qualité des repas dont qualité dégustatives, diversité des repas, équilibre alimentaire et nutritionnelle des repas (notamment par de produits frais , produits à base de lait,) respect de la saisonnalité	20.0
2-2 Qualité des matières premières (gammes utilisées, origine)	12.0
2-3 Logistique et traçabilité : organisation technique et humaine (formation du personnel) mise en place pour satisfaire les besoins du marché dont modalités et délais de commandes, délais de livraison, outil de suivi de la traçabilité des produits, gestion des alertes sanitaires et rupture	8.0
3- Performances environnementales	25.0
3-1 Approvisionnement direct des produits de l'agriculture (notamment contribution aux filières territoriales, aux circuits courts) et approvisionnement en produits biologiques	15.0
3-2 Politique en matière de développement durable (dont gestion des déchets, limitation du gaspillage alimentaire, matériaux des contenants de cuisson et de conservation	10.0

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les 3 candidats les mieux placés à l'issue d'une première analyse. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Article 6. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalisbretagne.org>. Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

Article 7. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

A Le Pertre, le 23/05/2025

Le Président du SIVOM.
Aurélien THEBERT



